



20

Avril 2009
Périodique de l'asbl
Culture et Démocratie
Bureau de dépôt:
Bruxelles X

Sommaire

- L'art ennoblit | *Pascal Verbeken* | 3
- C'est par où? | *Xavier Canonne* | 3
- L'effort singulier de la culture | *Pierre Hemptinne* | 4
- Ki muti, l'arbre qui cache la forêt | *Michel Luntumbue* | 5
- La démocratie culturelle a-t-elle une place au musée des beaux arts? | *Michel De Reymaeker* | 6
- Le musée, lieu public | *Laurent Busine* | 7
- Culturé, cultivé, éduqué, civil, en connaissance de cause... | *Marcel De Munnynck* | 8
- Cerveaux disponibles | *Édouard Delruelle* | 9
- La nouvelle gare de Liège ou le clinquant de la «nouvelle démocratie» | *Lino Polegato* | 10
- Pourquoi ne sommes nous pas quadrilingues? | *Nicole Gesché* | 11
- L'accès à la culture, un besoin vital, un droit fondamental | *Odile Quintin* | 12
- Mouiller le maillot | *Willy Dory* | 13
- Questions aux partis politiques
| réponses de *Elio Di Rupo* et de *Isabelle Durant* et *Jean-Michel Javaux* | 14
| réponses de *Joëlle Milquet* et de *Didier Reynders* | 15
- Educateam | *Isabelle Vanhoonacker* | 16
- Côté «images»: Péji | *Georges Vercheval* | 16

Éditorial

Nourrir l'espoir

Pour ce deuxième numéro spécial, élément de la campagne de réflexion à propos du droit à la culture¹, Culture et Démocratie ouvre ses colonnes à des artistes, intellectuels et acteur sociaux qui commentent l'article 23§5 de la Constitution belge, qui garantit à tous le droit à l'épanouissement culturel et social. Leurs réponses vont de l'analyse du désarroi ambiant à la colère contenue. Sans surprise. La crise financière dont on nous rabat les oreilles y serait-elle pour quelque chose? Essentiel, le sort des banquiers surpayés et porte-parole spécialisés, des petits ou gros porteurs d'actions entrés dans un système factice de valeurs et d'argent virtuel qui n'est en aucune manière porteur de démocratie? Fascinés, les médias ne cessent pourtant de détailler, jusqu'à la nausée, les irisations de cette bulle de bonheur frelaté. Comme s'il n'y avait pas d'autres joies possibles, ou d'autres problèmes.

C'est le prix à payer pour la stabilité, disait Aldous Huxley, dans «Le meilleur des mondes». *Il nous faut choisir entre le bonheur et ce que l'on appelait autrefois le grand art. Nous avons sacrifié le grand art.*

Au-delà de l'inquiétude et du désenchantement, c'est une révolte sourde qui se manifeste à travers nos cartes blanches! L'esprit critique est ravageur! Il bouillonne et ça ne fera pas plaisir à tout le monde. Quelques lignes au hasard (non littérales): *l'éducation joue un rôle fondamental dans la transmission et le partage de la culture*, nous assure une auteure, qui précise aussitôt que *cette mission ne peut être assurée sans l'appartenance des acteurs de la culture*. Il est vrai qu'on peut côtoyer la «grande culture» sans la

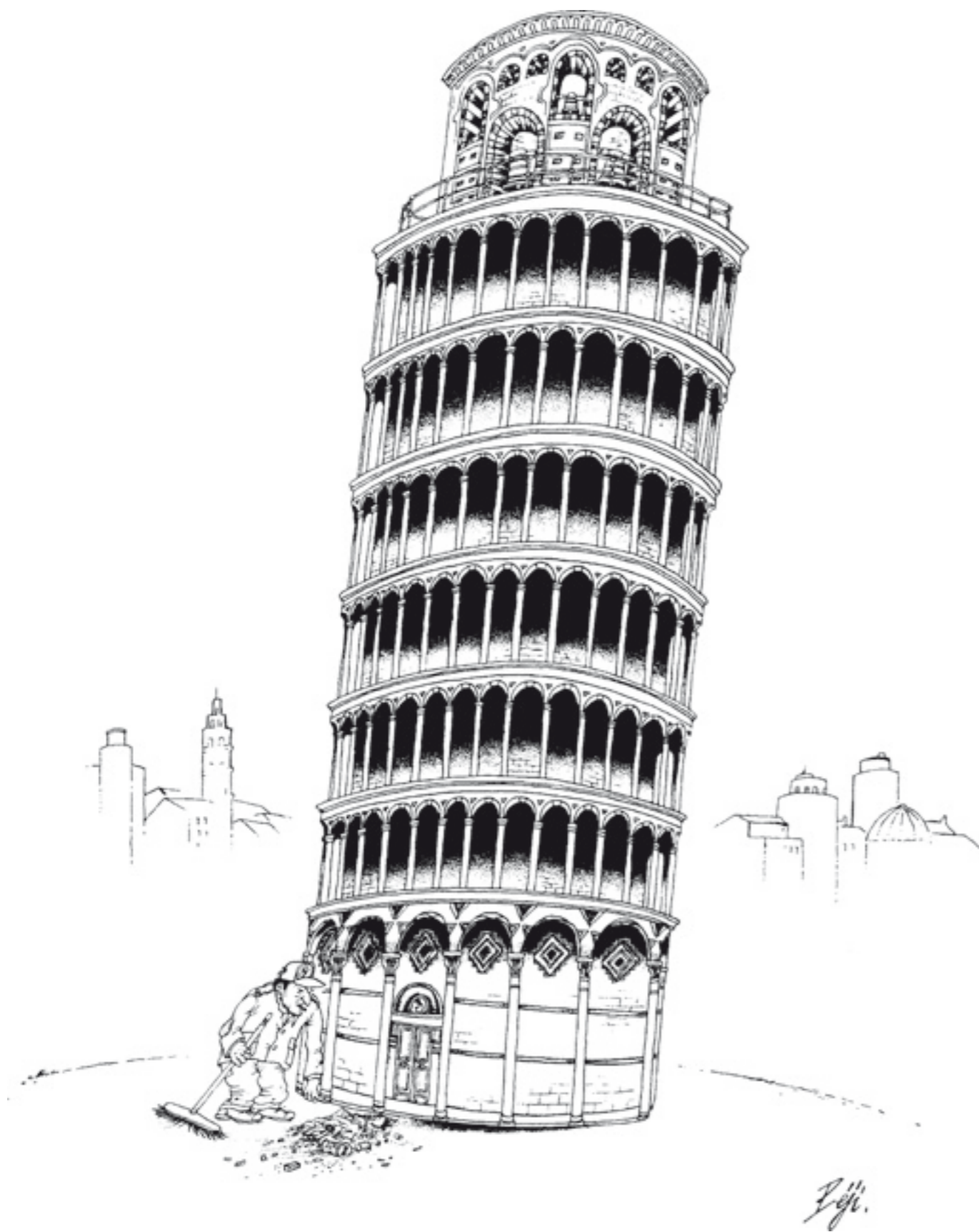
connaître, sans même la deviner... Autre avis, plus abrupt: *si «l'art ennoblit»*, comme l'affirme au 19^e siècle la devise du Vooruit, à Gand, *l'histoire de l'humanité contredit souvent cette affirmation...* Mais a contrario, bien des comportements non démocratiques contemporains s'expliquent par une pauvreté culturelle accrue. Et un autre encore: *si la culture libère, elle peut être négative, brider l'imaginaire. En réalité, elle ne peut être source d'épanouissement que si elle s'inscrit dans un projet de bien-être collectif*. À méditer. Comme ces remarques acerbes quant à *l'impact de projets urbains sur la survie d'un quartier et son impact sur la vie de ses citoyens*. Et cette considération qui conclut un texte sur l'accès à la culture à Bukavu: *ne pas laisser se perdre la mémoire ancienne, qui nous a nourri et qui n'a peut-être pas dit son dernier mot...*

Le dernier mot, nous le laisserons aux «politiques» auxquels – à quelques encablures des élections régionales – nous avons tendu la perche pour deux questions fondamentales qui sous-tendent toute notre action: *comment la culture peut-elle donner un nouveau souffle à la jeunesse de notre pays? Et la culture pour tous est-elle une utopie?* Les responsables des quatre principaux partis démocratiques francophones y ont répondu. Sans équivoque ni «langue de bois». Nous les en remercions. Cela nourrit l'espoir.

Georges Vercheval
mars 2009

¹ cette campagne, menée avec l'aide précieuse de la Fondation Roi Baudouin et de la Fondation Cera, est parrainée par Jean-Pierre et Luc Dardenne.





Dans la salle de théâtre du temple gantois de la culture, le *Vooruit*, une élégante inscription en caractères *dix-neuvième* brille au-dessus de la scène: «L'ART ENNOBLIT». Cette devise en lettres d'or ne régnait pas seulement sur les cercles socialistes éclairés. Elle faisait l'unanimité: la culture rend l'homme meilleur, raffiné, et le pousse vers une plus grande moralité.

Cependant, l'histoire de toute l'humanité – de la préhistoire à l'ère atomique – est la négation de cet adage. Staline et Mao écrivaient des poèmes. Hitler peignait. Les trois grands exterminateurs du vingtième siècle étaient non seulement des amateurs de culture. Ils étaient artistes. Nous connaissons ces histoires de nazis, ces S.S. allemands des camps de concentration qui, les larmes aux yeux, jouaient au piano des

partitas de Bach et qui, une heure plus tard, torturaient sans autres états d'âme.

Ces histoires contiennent plus de vérité à propos du genre humain qu'un *livre de citations humanistes*. La culture est une mince couche de vernis qui saute au moindre frottement. L'homme reste un animal..., bien qu'en réalité aucun autre mammifère ne commette de génocides ou ne détruise son propre biotope.

La Culture (l'Art) peut procurer un moment d'introspection, de compréhension, d'enchantement, de consolation; parfois même elle apporte clarté et délivrance. Ce n'est peut-être qu'un court moment, mais il contribue à rendre plus supportable le monde indifférent, amoral qui nous entoure. Cela fait d'elle, en effet, un droit humain.

Mais il y a plus! Il semblerait, d'après une enquête récente, que les fractures culturelles s'apparentent de plus en plus à des fractures électorales. Dans *Farewell to the leftist working class* – un des textes les plus intéressants de 2008 – les sociologues Dick Houtman et Peter Achterberg de Rotterdam, assistés par leur collègue belge Anton Derks, essaient de comprendre pourquoi,

L'accès à la culture, c'est par où? D'où partent ces chemins? De la famille, de l'école, des milieux associatifs? Qui les a tracés et où vont-ils? Vers le musée, la bibliothèque, l'entreprise, internet? Sont-ce des autoroutes, des chemins d'écolier, des voies de garage?

Pour tenter d'apporter des réponses à ces questions, il conviendrait au préalable de définir ce qu'est la culture, et je ne m'y risquerai pas: l'idée que je m'en fais est sans doute, en ses grandes lignes en tous cas, assez proche de celle qu'en conçoit mon voisin, mais s'en éloigne à mesure qu'il s'éloigne lui-même, différente de celle d'un Américain, d'un Sud-Africain, d'un paysan de l'Altiplano, par exemple. Que viendrait dès lors justifier que je lui récite *Cyrano de Bergerac* ou que je vienne lui parler du surréalisme en Belgique, si ce n'est pour tenter par là de nous découvrir quelques affinités, quelque sens commun qui pourrait nous rapprocher.

Si la culture peut fonder le sens commun d'une société – comme les codes qui la régissent – elle est surtout déterminée par nos origines, notre âge, nos antécédents, nos croyances,

C'est par où?

nos moyens de subsistance, notre mode de vie et l'on ne peut s'empêcher de relever quelques contradictions entre *la culture* et *les cultures*: la première se définit souvent par rapport aux autres, au point que le sens commun viendra plus volontiers se fonder sur le superflu que sur l'essentiel, ces valeurs qui devraient nous être communes malgré nos différences.

La culture c'est ce qui devrait unir les hommes, non les diviser.

Dès lors, la culture ne devrait pas seulement être entendue comme la compilation de faits, de lectures, de citations, la reconnaissance d'une œuvre musicale, l'identification d'un peintre, l'accumulation de savoirs; la culture ne devrait pas être une chaîne culturelle que l'on choisit au milieu de cent autres «variétés», une matinée au cinéma, un après-midi au musée, un soir à l'opéra; la culture, ça ne devrait pas seulement se trouver dans les musées, les théâtres, les bibliothèques ou les maisons (de la).

La culture, ça ne devrait pas être une exception. Ce devrait être partout, dans nos gestes, dans le choix de nos maisons, de nos vêtements, de notre alimentation, de nos sources d'énergie, de ce que nous entendons faire de nos vies, une forme de résistance à ce qui nous est proposé par une société de consommation organisant nos besoins et inventant nos désirs; la culture ce devrait être l'aptitude au bonheur, le respect

un peu partout en Europe, la classe ouvrière ad-hère de plus en plus à *la nouvelle droite*. Entendons par là ces partis qui appellent à l'ordre et à l'autorité, mais qui, en même temps, suscitent la méfiance contre l'autorité publique. Ces partis qui déclarent entrer en scène pour soutenir *le petit homme égaré* mais qui, en même temps, veulent saborder l'État Providence.

Selon ces chercheurs, ces électeurs ne se laissent plus mener par un intérêt personnel (comme, jadis, les visiteurs socialistes du *Vooruit*) et leur comportement électoral est déterminé par leur (très bas) niveau de formation et une véritable pauvreté culturelle.

Bref, en ces temps sombres et branlants, la culture est plus que jamais en relation avec la qualité de notre démocratie...

Pascal Verbeken
Écrivain, journaliste au magazine Humo

Texte traduit du néerlandais par
Isabelle Verhaegen

de soi, de l'autre, le refus de la course au profit; la culture ce devrait être ce que nous devrions définitivement opposer aux apprentis-sorciers de la finance, ceux qui rejetaient hier l'État mais sont heureux aujourd'hui de le voir verser ses deniers – les vôtres, les miens – à leur secours.

Il ne suffira pas pour cela d'agiter les grelots de la gratuité comme une panacée universelle pour y avoir accès: lit-on plus depuis que les bibliothèques sont gratuites? C'est sauter une étape: il faut apprendre à lire avant que de pouvoir lire, apprendre à réfléchir, à voir, à entendre. C'est à l'école, et par l'école, que tout homme devrait prétendre d'accéder à la culture, non comme une récompense, mais en citoyens responsables, maîtres de nos destins.

Quand j'entends les mots «accès la culture», je sors mon GPS.

Xavier Canonne
Directeur du Musée de la Photographie,
Charleroi

L'effort singulier de la culture

Les bienfaits humanistes de la culture font l'objet de louanges quasi unanimes selon un usage souvent étonnant du flou artistique. En effet, cette assertion relève assez régulièrement du registre des bons sentiments approximatifs sans aucune autre forme de fondement solide. Il suffira de constater que les organisateurs d'événements culturels, qu'ils soient privés ou publics, intéressés ou désintéressés (selon des proportions variables et des compositions d'intentions complexes et hétérogènes) peuvent donc poursuivre des finalités très différentes et néanmoins se ressembler étrangement dans leurs pratiques marketing, abouties ou bricolées, et partager volontiers les mêmes réflexes publicitaires. Le mélange des genres est à la mode ! Il est difficile de procéder autrement dans le contexte où l'on se trouve amené à alimenter l'offre culturelle censée sustenter le devenir du vivre ensemble ! Il faut probablement arrêter de dire que la culture est fondamentale pour l'épanouissement de l'individu comme si la culture était une essence intangible, sans ambivalence possible. La culture peut aussi causer beaucoup de dégâts, empêcher l'épanouissement, contribuer à l'abêtissement individuel et collectif, détruire l'esprit, combattre la créativité, brider l'imaginaire, asséscher le désir ! On suspecte que quelque chose de semblable est bien en train de se produire, via, entre autres, l'emprise croissante et banalisée de la télécratie (B.Stiegler). Il y a suffisamment d'études, d'enquêtes, de publications (sur les diverses « fractures » découlant d'une seule, la culturelle dont toutes les mesures constatent la béance croissante) pour que l'on puisse considérer, sans être neutralisé par l'accusation de paranoïa, qu'il y a là une réelle problématique, un obstacle à l'épanouissement par la culture. D'où découle peut-être une certaine morosité, un désenchantement...

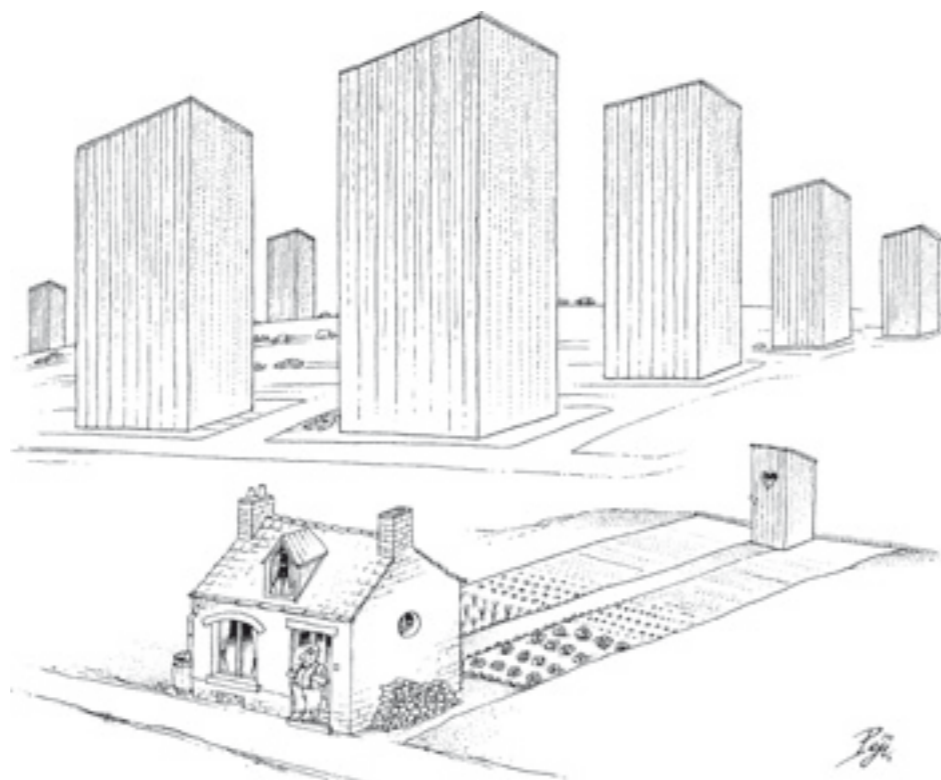
Nous venons d'assister à ce que tous les spécialistes qualifient de « plus grande crise financière jamais connue ». Tout le monde s'est accordé pour célébrer la fin du capitalisme financier. De nouvelles règles de gouvernance devraient modifier le grand jeu du profit. Ce capitalisme financier ne pouvait atteindre l'omnipotence agressive préluant à sa chute sans être soutenu par un capitalisme culturel qui en répandait la mentalité, les schémas mentaux, le logiciel socio-politique. Cet esprit, ou ce non-esprit, est fondamentalement basé sur le retour sur investissement à très court terme. Depuis facilement 15 ans, les industries culturelles qui prônent, sous prétexte de critères épicuriens galvaudés, la domination du rendement efficace de produits culturels facilement multipliables à l'infini, imposent leur vision structurelle du marché à l'ensemble de l'offre culturelle. Ce qui lui échappe, peu en termes de masse critique dans ce qui détermine le sens de la vie du grand nombre, relève de l'élite, des amateurs éclairés, des connaisseurs privilégiés, de poches de résistances. La dé-

finition d'une politique culturelle publique ambitieuse a cédé le pas et a permis, souvent sans en être conscient, la libéralisation du marché des cerveaux dont avait besoin les industries de programmes.

La culture comme vecteur d'épanouissement de l'individu n'est intéressante que si cet épanouissement individuel engendre à moyen et long terme un bénéfice pour le bien-être collectif. Ce bien-être ne peut continuer à être défini en termes vagues de plus value intérieure. Ce mieux-être, cet accomplissement de soi est lié à la capacité spirituelle d'une société à résoudre ses problèmes, à s'inventer un futur, à répondre aux défis écologiques, économiques, sociaux et politiques qu'elle rencontre. La culture entretient par la confrontation aux œuvres d'art, cette capacité inventive et créative dans tous les domaines, quels qu'ils soient. Mais pour que cet impact puisse se marquer à l'échelle d'une civilisation, il faut d'abord que « quelque chose se passe » aux niveaux des individus, quelque chose de singulier qu'ils vont, forcément réinvestir dans le devenir commun. Cela ne passe nullement par une définition hiérarchique des valeurs culturelles qu'un programme public devrait « imposer ». Cela passe bien plutôt par ce que l'on définit en termes de processus d'individuations individuels et collectifs. S'individualiser c'est se singulariser et je ne peux y parvenir en fréquentant des formes de loisirs ne visant que la satisfaction rapide, empathique, sans trace significative. Cette singularité, je ne peux la

construire, ou plutôt elle ne peut se sédimer en moi qu'en fréquentant des arts, des expressions relayant elles-mêmes des singularités et qui exigent avant tout une culture de l'attention, à soi et aux autres, qui demandent un certain temps pour se livrer ! Se cultiver, on ne le dit pas assez, c'est aussi une dépense d'énergie, c'est un effort, un apprentissage, une confrontation constante à l'étrange, l'étranger des autres singularités, c'est apprendre. Un travail constant sur ses goûts d'où découle une dynamique qui raffine et ouvre le champ des émotions possibles. Contre la publicité des industries qui vendent la culture comme le bien le plus facile, il faut réhabiliter le goût de l'effort. C'est le passage vers une plus grande jouissance d'âme de soi et des autres. Légitimer cette voie ne va pas sans inventer un marketing à contre courant qui ferait la promotion de pratiques culturelles adéquates. C'est à la création d'un tel environnement que doit œuvrer une politique culturelle publique pour multiplier les chances de singularisation individuelle. Cela ne se fera pas sans investir de façon conséquente dans la rénovation et l'actualisation des missions et moyens de la lecture publique qui peut agir sur les comportements face à la culture, dans la vie quotidienne, là où les accès technologiques et pseudo-dématisés formatent les attentes culturelles de manière industrielle.

Pierre Hemptinne
Directeur des collections de la Médiathèque



Ki muti, l'arbre qui cache la forêt

Considérations sur l'accès à la culture dans la ville de Bukavu

On dit *Ki muti* comme on pourrait dire le « vieil homme », le « patriarce ». *Ki muti*, c'est le grand arbre que l'on aperçoit d'une colline à l'autre, un arbre sacré, planté par les ancêtres. C'est une borne qui indique le lieu probable d'établissement d'un *Mushamuka*, un notable, dans les temps anciens. Les colons l'ont trouvé là au début du siècle dernier et l'ont préservé pour son esthétique. On le repère au loin. Sa silhouette majestueuse domine le croisement des avenues Lundula et Muhumba, dans le quartier du même nom.

Le chemin des arts méconnus

Ki muti abrite sous sa frondaison une kyrielle de petits métiers informels : vendeurs de cigarettes et de bonbons – communément appelés *panistes*¹, vendeurs de cartes de communication, cambistes mais surtout, vendeurs d'artisanat et masques prétendument anciens. *Ki muti* cumule les fonctions. Sur l'un de ses flancs, à hauteur de regard, son tronc imposant parsemé de clous a l'allure d'un *nkisi*². Il sert de présentoir de fortune pour des masques, disposés tels des fruits mystérieux à l'attention du touriste étranger. Le quartier de Muhumba est le lieu de résidence de nombreux expatriés. Ils sont les seuls à s'intéresser à cette expression d'arts anciens, pourtant plébiscitée par des musées prestigieux de par le monde. De Tervuren au Quai Branly, en passant par le British Museum de Londres et Barbier-Mueller de Genève.

Les arts anciens n'intéressent pas les Bukaviens, nous affirme Edo, membre d'une véritable corporation de revendeurs de pseudo-antiquités, établis dans les trois lieux stratégiques de la ville de Bukavu : l'esplanade de l'hôtel Orchid, les abords de l'hôtel Résidence et *Ki muti*. Chaque revendeur a ses informateurs dans les villages reculés où il s'approvisionne en « pièces rares » : masques lega ou songye, coffrets kuba, boucliers luluwa, etc., souvent des copies de piètre facture.

Ki muti est symptomatique d'une mémoire culturelle malmenée, désarticulée sous la conjonction de facteurs multiples : un passé colonial ambigu, trente années d'autoritarisme, une guerre régionale de cinq ans, née de la crise du monopartisme, elle-même née de l'effondrement du système mondial bipolaire, au cœur duquel les autocraties africaines ont joué le rôle de supplétifs d'une logique de prédation néocoloniale planétaire.

Le schéma de l'extraversion économique, qui draine encore aujourd'hui les ressources minières vers les marchés extérieurs, se duplique dans le domaine des arts. En effet, nombre de chefs-d'œuvre des arts anciens ou contemporains, du Congo et de l'Afrique en général, sont visibles sous d'autres cieux, dans les

collections prestigieuses d'institutions du Nord.

Pas de centres culturels, ni de musées, ni de politiques culturelles publiques tangibles à Bukavu pour valoriser le patrimoine culturel. La décennie de crise a eu raison des espaces culturels, à l'instar des salles de cinéma, transformées en lieux de culte. La mémoire ancienne et la mémoire contemporaine, sont diffusées dans la ville. La création musicale contemporaine représentée par des talents comme Lokua Kanza, So Kalmery ou Bafa Mastaki, tous natis de Bukavu, s'épanouit à l'étranger et ne trouve pas de véritables canaux de diffusion dans le terroir d'origine des artistes.

Pour Edo, notre antiquaire des esplanades, la situation économique et le faible revenu des Bukaviens, seraient parmi les raisons principales de leur désintérêt à l'égard des trésors anciens. *Lorsqu'on a faim, on ne peut devenir esthète*. Edo revisite à sa manière un vieux débat académique, rencontré sur les bancs de la faculté. Souvenez-vous, la fameuse hiérarchie des besoins qui postule la satisfaction des besoins primaires et physiologiques comme préalable à la satisfaction des besoins culturels et d'autres aspirations plus élevées. Ce propos est aujourd'hui dépassé par des approches plus complexes, comme celle du sociologue chilien José Bengoa³ qui suggère quatre besoins fondamentaux ou finalités de l'action humaine : le besoin de participation, le besoin d'identité, le besoin d'ascension sociale, le besoin de changement social. La relation à la culture relève éminemment du besoin de participation et de partage d'une mémoire commune. La disqualification apparente de ces œuvres anciennes et productions culturelles locales comme vecteurs d'un sens commun, d'un ciment culturel, relève d'autres causes.

À la source du désintérêt culturel apparent des Bukaviens, nous diagnostiquons plutôt les conséquences d'un *viol de l'imaginaire*. Le *viol de l'imaginaire*, notion développée notamment par l'ancienne Ministre de la culture et essayiste malienne Aminata Traoré⁴, est cette incapacité en tant que société à penser par soi, pour soi et à partir de ses propres critères pour définir son destin collectif. Cette difficulté à s'autodéterminer trouve ses origines dans la rencontre asymétrique entre les cultures à l'ère coloniale, qui a reposé sur des mécanismes de domination multiformes dont les effets persistent au-delà des indépendances politiques formelles.

Puits de mémoire

Havre ombragé, espace marchand, *ki muti* reste malgré tout un lieu consacré, un puits de mémoire cachée, comme l'on parle aujourd'hui de puits de carbone. C'est au pied de l'arbre sacré que l'on déposait les offrandes pour se concilier la faveur des ancêtres en toutes circonstances.

Les œuvres anciennes instruisent dans leur

langage particulier sur l'esthétique, la notion du beau, le sens, la cosmovision, les pratiques culturelles ou culturelles (fêtes des moissons, circoncision, passage de classes d'âge, proverbes et devinettes, etc.). De même, des lieux tels que *ki muti*, réinvestis dans leur dimension de vecteur de mémoire pourraient jouer leur rôle de médiation, de liaison entre l'Homme et son passé, pour se définir un présent et un avenir autre que celui d'une soumission à la religion du marché et au consumérisme déshumanisant.

À l'instar des travaux du Ghanéen Kwame Gyekye, qui a entrepris de revitaliser les apports de la pratique philosophique akan⁵, dans une démarche de rencontre entre les savoirs vernaculaires anciens et la modernité, *Ki muti*, revisité, pourrait annoncer la synthèse entre les sagesse anciennes et la nécessité d'un véritable dialogue des civilisations que nous dicte la modernité aujourd'hui.

En 2010, le centenaire de la ville de Bukavu sera célébré notamment par le FestBuk, festival annuel créé en 2007 par l'association 3Tamis dans une démarche de renouveau et de réconciliation entre les peuples de la sous-région. Si l'accès à la culture est d'abord la participation aux espaces de production et de reproduction du sens, souhaitons que le renouveau se nourrisse aussi aux mamelles de cette mémoire ancienne, qui n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Michel Luntumbue
Rencontres des Continents asbl

¹ Du mot *pano*, plateau en swahili. Les *panistes* vendant leurs articles disposés sur un petit plateau.

² Littéralement « esprit » contenu dans une statue anthropomorphe. Sa charge magique permet de résoudre différents problèmes : maladies, stérilité, conflits, etc. chez les Kongos de l'ouest de la RDC.

³ « L'éducation pour les mouvements sociaux », in *Antipodes* n°132, Iteco, Bruxelles, 1996.

⁴ *Le viol de l'imaginaire*, Aminata Traoré, Actes Sud, Fayard, Paris, 2003.

⁵ Ensemble des peuples du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

La démocratie culturelle a-t-elle une place au musée des beaux-arts?

Par *démocratie culturelle*, j'entends ici la volonté de concilier la nécessité de donner à tous accès aux formes « légitimes » de la culture et la possibilité pour chacun d'être acteur de sa culture et de la légitimer. Une telle dynamique culturelle participative est à l'œuvre dans les domaines de l'éducation permanente ou du théâtre-action, mais force est de constater qu'elle ne l'est pas – ou très rarement – dans les musées. L'expérience montre en effet que le mot *société* du début de la définition communément admise du musée (... *une institution permanente à but non lucratif au service de la société et de son développement...*) s'est vu attribuer un S majuscule : au service de La Société – celle qui s'autoproclame la « bonne » –, le musée semble, aujourd'hui encore, ne s'adresser qu'à un public choisi, et ce, malgré l'évolution qu'il a connue ces 40 dernières années durant lesquelles, de simple conservatoire d'œuvres et de documents, le musée s'est mué en forum, lieu ouvert et accueillant ayant le souci du public.

Le musée d'art serait-il donc par définition, ou par histoire, discriminatoire, et ne s'adresse-t-il qu'à une partie de la population?

Rappelons que c'est sous l'impulsion des Lumières et du souci de démocratisation des Encyclopédistes et suite à la Révolution française que le musée d'art a été créé, avec l'installation du *Muséum central des arts* au Louvre, en 1793. C'est alors qu'ont été posés les fondements de la muséologie moderne, qu'a été définie la responsabilité de l'État à l'égard du patrimoine devenu propriété de tous et que fut fixé le rôle du musée dans le choix, la sauvegarde la valorisation et la diffusion de ces « biens communs ».

En effet, suite à la nationalisation des biens

ecclésiastiques et à la confiscation de ceux de la Couronne et de la noblesse, il a fallu les qualifier, tout ne pouvant être préservé ni conservé en tant que patrimoine national ou commun. Ce choix fut alors confié à une commission d'experts – anciens membres de l'Académie royale de peinture – qui n'envoyèrent au Muséum que des œuvres « classiques », correspondant à leur pratique et à leur goût, refusant de la sorte au public de faire entendre ses choix et ses valeurs!

Personne dès lors ne s'étonnera du fait que le musée d'art se soit embourgeoisé durant tout le 19^e siècle, ne s'adressant qu'à la partie érudite de la population et rejetant hors ses murs les expressions innovantes de l'art vivant.

Cette situation a perduré jusqu'à la fin des années 1960 : le public non seulement ne participait ni au choix opéré par le musée, ni à l'élaboration du discours que ce choix induisait, mais de plus, il était parfois considéré comme un intrus mettant en péril la conservation du patrimoine.

Depuis les années '70, la situation a heureusement changé : l'accès de tous aux collections et aux expositions est devenu une des principales préoccupations des responsables de musée (tant l'accessibilité « physique », pour les personnes à mobilité réduite ou les déficients visuels, que socio-économique), gratuité et politique tarifaire adaptée, services éducatifs, cartels et audioguides, ... mais on est encore loin d'une muséologie participative. Certes, dans le domaine réputé subjectif de l'art, il est difficile, sinon impossible, de concilier les attentes et envies de tous, mais il est nécessaire de donner la parole à tous pour que tous puissent s'exprimer : donner la parole au public ne signifie pas lui donner

toute la parole, mais être à son écoute et lui permettre d'affirmer ses choix. Cela ne peut être que bénéfique pour le musée. Pour y arriver, il faut non seulement inventer des procédures ou des lieux de rencontre ouverts où le musée (et ses « experts ») et le public puissent s'exprimer et expliquer leurs points de vue, il faut aussi que le musée ne considère plus le public comme une cible commerciale à laquelle vendre son produit.

Il convient donc, *in fine*, que le musée permette l'accès de tous aux œuvres, mais aussi qu'il donne à tous l'accès aux pratiques culturelles qui permettent la relation aux œuvres. Vaste programme d'éducation permanente, où tous les médiateurs culturels sont conviés, de manière que soient (ré)conciliés public et musée.

Michel De Reymaeker

Conservateur des Musées Communaux, Mons

Nouveau Conseil d'Administration de Culture et Démocratie

L'association « Culture et Démocratie », fondée en 1993 à l'initiative de Bernard Focroulle¹, vient de tenir son Assemblée générale statutaire. Les membres du Conseil d'Administration terminant leur mandat étaient réputés démissionnaires. Après huit ans d'implication quotidienne dans la conduite de l'association, Georges Vercheval n'a pas souhaité renouveler son mandat de président. L'Assemblée l'a remercié chaleureusement pour son investissement humain au bénéfice de Culture et Démocratie. Un riche débat s'est alors installé, qui s'est poursuivi par l'élection du Conseil d'Administration et de la mise en place d'une nouvelle présidence.

Le nouveau Conseil, élu pour quatre ans, se compose désormais de Andrea Addison, Paul Biot, Isy Brachot, Laurent Busine, Vincent Cartuyvels, Roland de Bodt, Marcel De Munnynck, Anne de San, Sabine de Ville, Bernard Focroulle, Lydwine Frennet, Nicole

Gesché, Paul Gonze, Édouard Houtart, Christine Kulakowski, Anne-Marie Impe, Lamia Mechbal, Joël Roucloux, Georges Vercheval, Éric Znamensky.

Un bureau est constitué en son sein. Sa création est une initiative nouvelle qui répond au souhait des administrateurs d'adopter, pour l'avenir, une gestion collégiale et plurielle de l'association. Il se compose de Roland de Bodt, Président, Sabine de Ville, Vice-Présidente, Georges Vercheval, Vice-Président, Marcel De Munnynck, Trésorier, Nicole Gesché, Secrétaire, et de Bernard Focroulle, Fondateur.

Marie Poncin et Baptiste De Reymaeker, permanents au sein de l'asbl

¹ Pour information, Kunst & Democratie, alter ego néerlandophone de Culture et Démocratie, a désormais changé son nom en « Dêmos ».

Le musée, lieu public

Deux citations me tiendront lieu d'article, tant la matière à traiter est complexe et abondante, tant, aussi, dans ce domaine, tout écrit ressemble étrangement à quelque prétention lorsque la réalité vécue l'emporte – et de loin! – sur les considérations théoriques ou les propos à caractères historico démonstratifs.

1 À ceux qui s'interrogent sur le « pour qui » et le « pour quoi » de l'art (et, partant, des musées qui présentent une forme de l'art), je ne saurais mieux exprimer ce que je ressens – devant les réponses données à cette question, dangereuses dans les applications qui en peuvent découler lorsqu'on clame lui avoir trouvé une allure démocratique – que par cette phrase recueillie chez Jorge Luis Borges :

Je n'écris pas pour une petite élite dont je n'ai cure, ni pour cette entité platonique adulée qu'on surnomme la Masse. Je ne crois pas à ces deux abstractions, chères au démagogue. J'écris pour moi,

*pour mes amis et pour adoucir le cours du temps.*¹

2 La cause, la valeur et la raison du travail initié au sein d'un musée public ne se peuvent comprendre que par ceci que nous mettons en place des outils. En d'autres mots : par quels moyens pouvons-nous entrer en conversation avec ceux – les publics, s'entend! – pour qui nous sommes là afin qu'ils puissent – les publics, j'insiste! –, tout à la fois, tenir ce qui leur appartient et utiliser les moyens hasardeux avec lesquels ils pourront amplifier la variété des pensées et la diversité des expressions que nous présentons quand les artistes nous font l'honneur de nous confier leurs œuvres et les visiteurs, la faveur de les fréquenter?

C'est dans ce sens, « avec », qu'il est [...] question d'outils, d'outils pour penser. Penser avec Dostoïevski, avec Faulkner, avec Kafka [...], Rivette, Bunuel, Godard... penser avec une œuvre : avec un objet fini et infini, fabriqué par un homme ou

*des hommes, et qui, mis en circulation, va à la rencontre d'autres hommes, et pourra, ou non, effectivement en rencontrer certains.*²

C'est dans cette limite que nous tentons d'œuvrer, dans cette bande (bien peu large) de terrain que nous tentons de nous situer; celle qui comprend mais ne la connaît pas, l'incertaine possibilité de faire entendre la réponse à une question qu'on s'étonne soi-même de n'avoir point énoncée.

Laurent Busine

Directeur du Musée des Arts contemporains, MAC's

¹ Jorge Luis Borges, *Le Livre de Sable*, (*El Libro de Arena*, 1975), traduit de l'espagnol par Françoise Rosset, Paris, Gallimard, 1983.

² Leslie Kaplan, *Les Outils*, Paris, P.O.L., 2003.



Culturé, cultivé, éduqué, civil, en connaissance de cause...

Certains malheureux n'auraient-ils pas de culture et faut-il leur inculquer le savoir-vivre? Il me semble que chacun est plus ou moins **culturé**, présente un ensemble de comportements, s'habille, se nourrit, se distrait de certaines façons, partage un type d'humour, s'explique le monde, exerce ses droits et ses devoirs, regarde des films, lit, joue ou non avec ses enfants, etc. On peut y ajouter les connaissances acquises, tenir compte de l'héritage génétique dans l'ensemble et la complexité humaine. Mais d'où tient-on cette culture?

Être **cultivé**, c'est autre chose: acquérir d'autres savoirs moins immédiats, approcher ou approfondir d'autres cultures, pratiquer des domaines moins familiers. Alternative ou conventionnelle, la culture de ce genre risque d'être superficielle,

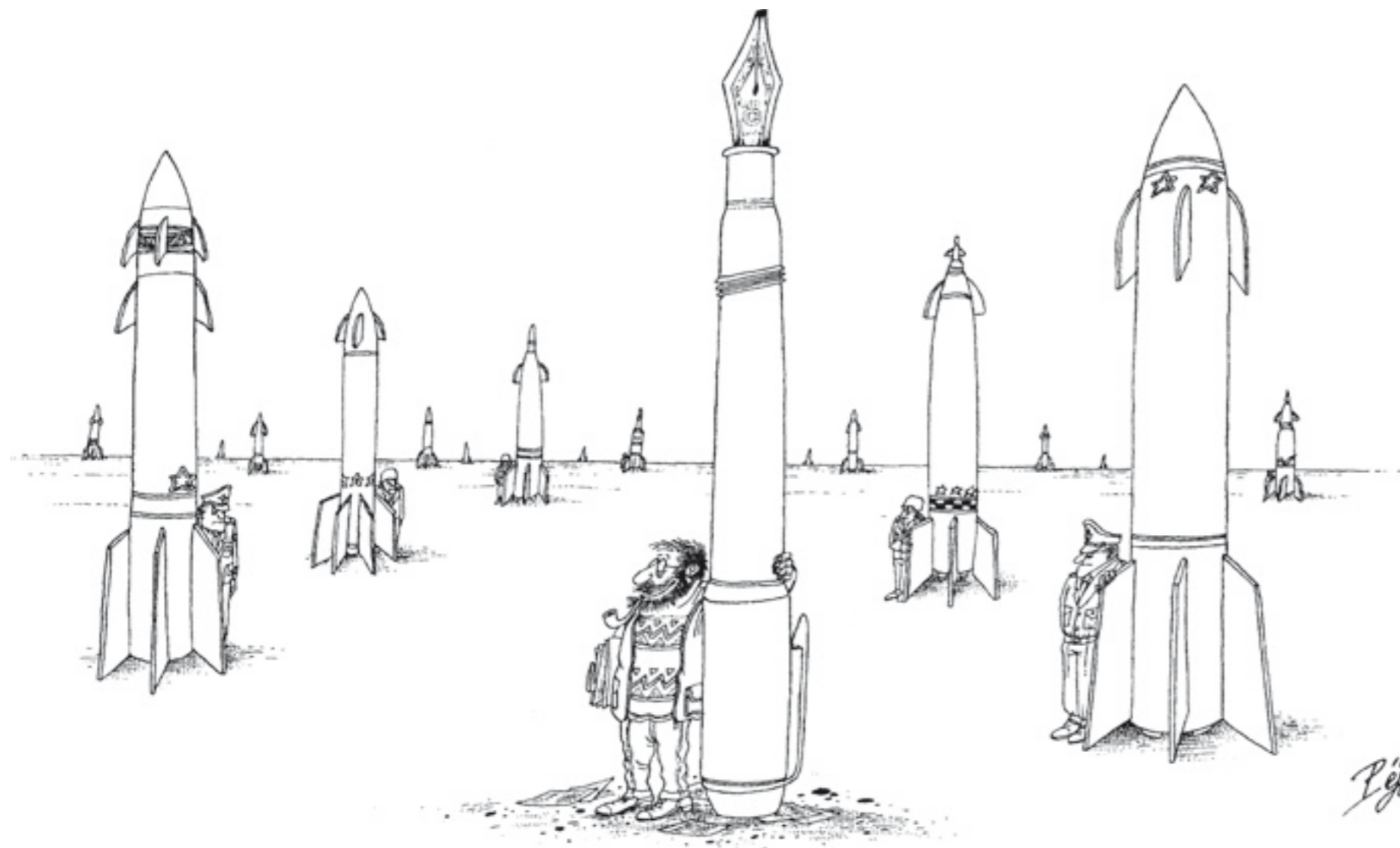
ne pas atteindre profondément ses adeptes, ou son public fixé dans ses privilèges et ses a priori, même ses agents; les «grands» auteurs ont tellement pointé du doigt la folie du pouvoir, la vanité de l'argent qu'on est parfois surpris de rencontrer des directeurs de théâtre assoiffés de pouvoir, tyranniques, à se demander si les artistes touchent réellement l'humanescence. Les actions et politiques culturelles rejoignent les volontés d'**éducation**, de «se tenir droit dans le monde», de le comprendre, d'y trouver sa place, de s'y retrouver tout simplement. Et de jouer son rôle de citoyen, d'agiter la «société **civile**». Et il y a urgence car, de plus en plus, la déconnexion est grande entre notre vie et sa culture. Prenons l'exemple des religions, au nom desquelles on s'étripe lourdement dans le monde.

Elles sont nées, il y a souvent longtemps, dans un contexte culturel au sens «culturé» de mon 1^{er} paragraphe dont elles sont largement déconnectées aujourd'hui. Elles sont devenues argument de vente, de pouvoir, d'assujettissement, d'accumulation de richesses. On abuse de personnes ignorantes, on profite de leur inquiétude face à un monde qui, à nouveau, leur échappe, leur semble incompréhensible. Et on divise pour régner.

En ce sens, on peut élargir le propos de «droit à la culture» comme un besoin vital, à la fois individuel et collectif. Un besoin de savoir d'où l'on vient, où l'on va et avec qui. La déclaration universelle des droits humains résume sans doute les aspirations qui sont le propre de l'homme, de la femme, des enfants; certains y adhèrent

sans croyance divine, d'autres croient en Dieu. Les différences sont tellement accentuées qu'on en oublie leur genèse (avec beaucoup de points communs), leur contexte initial (qui n'a souvent plus rien à voir avec le contexte actuel), leur culture face à la nature de l'époque. Il est absolument urgent de re-développer des pratiques culturelles qui puissent repositionner les centres de gravité, reposer nos forces sur les points centraux essentiels à l'existence humaine. La culture cultivée, c'est beau, la culture vécue comme fondement de l'humanité, c'est fondamental.

Marcel De Munynck
Animateur culturel



Cerveaux disponibles

La culture? Un luxe, un supplément d'âme. Dans notre société, nous sommes conditionnés par cette idée: il faut d'abord manger, travailler, faire des enfants et les élever, puis seulement, si on a le temps et les moyens, lire des livres ou écrire des poèmes, aller au cinéma ou à l'opéra. Il y a d'abord nos besoins, qui sont l'essentiel, puis l'imaginaire, accessoire.

Il y a bien des manières d'expliquer, pour la combattre, cette idée reçue. Le sociologue dira par exemple: si la culture est un «luxe», c'est parce que les élites sociales l'ont confisquée pour en faire un capital symbolique complétant et confirmant leur capital matériel. Regard plus politique: les pouvoirs publics délaissent la culture, plus occupés à sauver les banques et à construire des autoroutes qu'à soutenir les artistes et les musées. Puis la critique se tourne vers l'école, qui préfère bien souvent organiser des voyages scolaires à Eurodisney qu'au Musée Branly. D'autres diront encore: les artistes sont aussi responsables de leur relégation, car ils ne cherchent pas à se rendre accessibles et cultivent une forme d'hermétisme qui flatte uniquement le snobisme de leurs (rares) clients. On dénoncera aussi tous ces mécanismes qui coupent la culture officielle des sources vivantes d'expression – les banlieues, les diasporas, les cultures non-occidentales, etc. Et puis évidemment il y a l'énorme question de l'industrie culturelle qui phagocyte et nivelle toutes les formes de création, réduisant Picasso à un logo pour automobile ou la Joconde à un motif pour tee-shirt...

Ces critiques expliquent pourquoi la culture est reléguée et confisquée, et pourquoi ce phénomène est un déni de démocratie: nous ne sommes pas «égaux» face à la culture. Ces explications sont utiles et pertinentes, mais il faut faire un pas de plus: il faut dire en quel sens cette relégation est en fin de compte une forme de *barbarie*.

Qu'est-ce qu'un être humain? D'abord un corps qui a des besoins et des désirs. Un sexe pour faire l'amour (très accessoirement: pour se reproduire); des mains pour travailler (mais aussi pour jouer); une bouche pour manger (mais aussi pour parler). Trois besoins fondamentaux: vie, travail, langage. Une subjectivité, c'est avant tout un être vivant, travaillant et parlant.

Mais ce corps est un corps-langage. Rien d'énigmatique à cela: c'est le produit de l'évolution. En acquérant la station verticale, les mains de l'homme se sont libérées pour manier des outils, et le larynx s'est dégagé pour lui permettre de parler. *La culture est donc un fait physiologique, tout simplement.* La main et la bouche sont des organes «directement» culturels, autant que le cerveau qui, parallèlement, s'est hypertrophié et gorgé de signes et de langages. Aucun geste ni aucune parole qui ne soient «codés» par la culture et le langage. Même frapper avec rage, même crier ou pleurer ne sont pas des expressions corporelles «naturelles», mais

sont porteuses d'une certaine «symbolique» qui diffère d'une culture à l'autre.

Ce qui est vrai de la main et de la bouche ne l'est pas du sexe, qui lui n'a pas subi de transformation morphologique le transformant en organe «social». Le «besoin» sexuel (le désir, la libido) est une *passion égoïste*, dit Freud. Non pas que la sexualité soit une activité «bestiale»; au contraire, elle est profondément humaine, remplie de fantasmes, d'obsessions, de phobies, de délires. Mais il y a en l'être humain un fond de libido qui est irréductible à toute vie sociale, qui lui résiste et la déborde. D'où notre fascination et notre effroi devant le sexe. D'où aussi le fait que la maîtrise sociale de la sexualité passe non par des *signes* (comme c'est le cas de la parole et du travail), mais par des *interdits*, c'est-à-dire des lois qui «tombent» de l'extérieur sur notre désir. Il n'y a pour le désir sexuel qu'une seule manière d'échapper à ces interdits et de prendre une voie positive: créer, imaginer, «sublimier»...

Langage, technique, libido: l'homme est un corps-langage qui n'a de rapport à la vie (rapport au monde, aux autres, à lui-même) qu'à travers la culture, qui n'est vivant qu'en se cultivant. La culture, ce n'est donc pas forcément Rembrandt, Proust ou Mahler, c'est aussi (c'est *d'abord*) un dessin d'enfant, le geste de l'artisan, une pensée qui divague, une conversation qui se prolonge tard dans la nuit, le récit que l'on fait de ses origines, ou de son exil, de sa souffrance... Inversement, un corps que l'on confine aux mêmes gestes routiniers, que l'on coupe des sources vives de la langue, que l'on détourne de l'exploration de ses désirs, c'est un corps qui est séparé de son potentiel, séparé de lui-même. Séparé de la vie. Voilà ce que j'appelle la barbarie.

Les dictatures et les totalitarismes sont barbares. Mais le «marché», le «progrès technique», la «démocratie» peuvent l'être aussi. À chaque époque ses barbares, qui veulent faire du corps-langage un simple organe réflexe, du désir un conditionnement, de l'esprit un cerveau que l'on peut contrôler.

Au palmarès des nouveaux barbares, on situera assez haut Patrick Le Lay, ancien dirigeant de TF1, qui avait expliqué un jour, avec un cynisme ahurissant: *à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible, c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.*

À chacun de se demander à quoi (et pour qui) son cerveau est disponible...

Édouard Delruelle
Philosophe,
Professeur à l'Université de Liège

La nouvelle gare de Liège ou le clinquant de la « nouvelle démocratie »

Je me sens impliqué par ces mots: culture et démocratie... Comme galeriste et éditeur mais aussi et surtout par le combat mené au sein de mon quartier et où le rôle que je me suis donné est de rendre visible ceux que l'on voudrait invisible: mes voisins de quartier. Faire exister le vivant, en diffusant des vidéos de riverains, dans leur contexte sur le site Guillemins.be

L'aménagement du quartier des Guillemins est un projet d'école pour faire réfléchir les étudiants à ce qu'il ne faut pas faire en urbanisme, nous déclarait Ariella Masbouni, architecte urbaniste en chef de l'État français lors d'une visite à Liège en 2006. Elle renchérisait: *C'est juste un geste d'architecte, un ego d'architecte. Calatrava n'est pas un urbaniste. C'est de l'architecture prétentieuse*. Pourtant, ce projet au caractère totalitaire défendu par Calatrava et Euroliège TGV a été tacitement accepté par les politiques liégeois (Ecolo résiste encore...). Un projet urbanistique à caractère humaniste, maintenant le bâti en place et établissant la soudure avec la gare, avait été voté par la Ville... mais l'inacceptable s'est produit. Comment en est-on arrivé à cette dérive? Les causes sont multiples: l'absence de politique urbanistique, la spéculation immobilière et une manière habile d'éviter le débat, d'endormir le citoyen...

La méthode? Un film vidéo, d'abord, produit par Euroliège TGV. Spectacle grandiose, digne de Versailles, il a permis de gagner la bataille de l'image. Dans notre société dite du spectacle, la séduction est l'arme absolue, plus efficace que la brutalité. On endort les gens par de belles images vides de sens, présentant une vision idyllique, lisse, transparente. Mais pour le contenu, aucune référence directe au quartier. Face à la gare, l'allée centrale sous la forme d'un canal en entonnoir est le miroir de la gare, qui peut dialoguer avec elle-même... Une architecture autistique du plus bel effet. L'axialité mussolinienne du point de vue enlève toute la modernité que l'on pouvait espérer. Calatrava en fait un projet à caractère 19^{émiste}, passéiste, qui sent la mort. On ne peut rêver meilleur suicide. Nous sommes devant une erreur, un hara-kiri urbanistique. Plus grave (la vidéo le prouve) aucune trace de vie, ni de circulation humaine dans ce projet. Et là, silence complet dans les médias.

Car le traitement de cette saga par la presse surprend. Dans sa majorité, elle se complait dans un rôle de spectateur ou de glorification du geste architectural. Un article, parmi d'autres (celui de Daniel Couvreur, Le Soir, jeudi 5 mars 2009), démontre ce formatage des esprits. Extraits...

CATHÉDRALE FERROVIAIRE du troisième millénaire, la nouvelle gare des Guillemins résonne de beauté.

Lino P: probablement une référence déguisée à la cathédrale Saint-Lambert, rasée par les Lié-

geois en 1792. Symboliquement, la renaissance de Liège passerait donc par une nouvelle cathédrale! Nuance importante, les cathédrales du Moyen-Âge s'intégraient admirablement dans les villes, se laissant découvrir par surprise, au détour d'une rue.

Sous une voûte d'arcs à la poésie spectaculaire, Santiago Calatrava a sculpté une gare ouverte au regard et à la cité.

L.P: Nous ne faisons plus face à un architecte conventionnel mais à un poète-artiste-architecte. Nous sommes face à une œuvre, pas à une gare (fonctionnelle). La dérive commence ici...

Au pied de la colline de Coïnte, l'architecte catalan s'est refusé à poser un nouvel objet urbain. Il a rêvé d'un balcon sur la ville, d'où les voyageurs pourraient deviner la Meuse par beau temps. Il a eu la vision d'une gare transparente, à travers laquelle le centre de Liège entrerait à la fois en communication avec le monde et le poumon vert des faubourgs.

L.P: Nouvelle dérive, procédé négationniste pur et dur. On nie le tissu urbain existant. Les habitants ne sont pas cités dans la propagande. On nie l'histoire de la ville au profit du point de vue sur la Meuse. L'artiste visionnaire, rêvant d'une gare transparente reliée au monde, est déifié. Sortez vos mouchoirs...

L'ancienne gare des Guillemins, coulée dans la rigueur fonctionnaliste, en 1958, sur le modèle postmussolinien de la Stazione Termini de Rome, constituait un mur infranchissable de béton, de verre et d'amianté. L'histoire taira le nom de ses trois architectes copistes au modernisme désespéré.

L.P: Le modernisme désespéré de type mussolinien de l'ancienne gare est vilipendé. Mais on ne parle pas une seconde de l'urbanisme mussolinien dessiné par Calatrava pour mettre sa gare en valeur...

Santiago Calatrava a apporté la lumière du Sud dans ce nouveau projet destiné à inscrire Liège sur la carte de l'Europe.

L.P: Nous nageons en plein lyrisme... Liège, grâce à Dieu, existe finalement sur la carte de l'Europe.

Désolé, je dois raccourcir cette démonstration... Allons! Une dernière citation:

J'ai toujours eu une foi énorme en ce projet, témoigne l'architecte. J'ai voulu que le béton épouse des formes douces, que la performance technique s'apaise derrière les formes en mouvement, que cette gare très complexe entre en résonance avec la topographie naturelle. Le béton n'y est jamais musculeux, ni brutal. Je souhaitais que cette gare soit en même temps un lieu de promenade et de méditation.

L.P: C'est vrai, le béton n'est jamais musculeux ni brutal, en réalité c'est la façon d'envisager le dialogue avec la Ville en rasant des quartiers entiers qui est musculeux et brutal. Le vrai boulot d'un architecte n'est pas de faire rêver les gens mais de les servir. In fine, ce sont les gens qui font vivre les architectures que les architectes

dessinent. Pour le meilleur, laissons le rêve aux poètes et aux artistes. Pour le pire, il y aura toujours les dictateurs.

Pour en terminer, ce qui me choque le plus dans toute cette histoire, c'est le manque de respect du monde politique liégeois vis-à-vis du vivant, des gens, de la mémoire du lieu. Sans entrer dans un discours paupériste ou élitiste, la vie ne mérite-t-elle pas plus d'attention? Ce qui donne du sens à la Ville et aux architectures, ce sont les gens qui y vivent. Qui peut exproprier? Au nom de quoi? On ne peut contourner la démocratie. Il était nécessaire de faire évoluer ce projet sans brutalité, c'est le contraire qui s'est produit. Ce genre de projet que l'on pensait n'être possible que sous la dictature (chinoise?), a été rendu possible à Liège. Au cœur de l'Europe.

Lino Polegato

Galeriste

et éditeur de la revue d'art Flux News

Pourquoi ne sommes-nous pas quadrilingues?

'Langue maternelle + 2': cet objectif fixé par la Direction générale Éducation et Culture de la Commission européenne semble difficile à atteindre. Avec trois langues nationales, le Belge est bilingue passif, voire unilingue, même à des positions clé du gouvernement. À l'ère de l'uniformisation, des rébus typographiques du langage sms, les qualités de 'nuance', de 'subtilité' et de richesse linguistiques semblent se perdre. Et pourtant. L'Europe¹ persévère à traiter dans la langue de chaque pays membre plutôt que de privilégier, pour la grande joie de ses traducteurs, l'une ou l'autre langue véhiculaire.

Loin de déplorer le fait que les langues évoluent et, pour le français de Bruxelles, semblent parfois s'éloigner de celui de Molière², pourquoi ne pas en tirer parti? Bruxelles est multiculturelle, mais que savons-nous de la vingtaine de ses langues et de la littérature correspondante? Quel actif du centre ville parle espagnol, italien ou arabe? Les occasions de pratiquer ces

langues ne manquent pourtant pas. Allons-nous laisser passer une telle chance de dialogue? Les autorités de tutelle prônent les échanges et l'immersion linguistique. Les étudiants de l'ULB 'partent' désormais en Erasmus à la VUB! Dépaysement assuré entre Solbosch et Plaine des manœuvres! Quant à l'immersion, elle semble vouée à l'échec. Dans le Hainaut, une école a dû renoncer au projet. Le problème ne réside pas dans le manque de personnel, comme l'affirment les médias, mais dans la lourdeur administrative de notre enseignement et dans la disparité de notre système politique. Les salaires des enseignants et les programmes diffèrent d'une communauté à l'autre! De plus, la rigidité du système des équivalences en décourage plus d'un.

Bruxelles, institutionnellement bilingue, ne devrait compter **que** des écoles en immersion. Pourquoi le système éducatif belge ne réussit-il pas ce qui constitue l'apanage des écoles euro-

péennes? Un enseignement de base dans la langue maternelle, quelques cours dans une deuxième langue et une troisième au choix: langue maternelle + 2: le compte y est. Certes, les cours d'histoire ou de géographie donnés en anglais ne le sont pas nécessairement par des 'Oxfordiens'. C'est d'ailleurs là que réside la richesse du système: confronter les vers de Shakespeare et le parler de Manchester! Découvrir que pour un Basque, un Castillan ou un Catalan, l'espagnol est une deuxième langue et réaliser que le Bavarois s'écrit! Pourquoi revendiquer des 'facilités' là où l'immersion est gratuite? Pourquoi les écoles de la périphérie sont-elles surveillées de près pour s'assurer qu'on y parle la 'bonne' langue! La langue n'est pas le propre d'une élite. C'est sur cette « intimité la plus profonde, quelles que soient l'origine sociale ou les convictions » que repose notre identité culturelle bien plus que sur l'appartenance territoriale. C'est avec elle qu'on émigre afin de ne pas perdre la « maîtrise de nos définitions et de nos outils de représentation » et de devenir « vulnérables à la manipulation »³. Elle ne doit pas cependant nous empêcher de communiquer avec autrui.

Amin Maalouf, défendant l'idée qu'une langue « perd ses fils et sa place dans le monde » dès lors qu'elle renonce à « offrir à ceux qui la parlent et la lisent et l'écrivent tout ce que leur époque peut leur offrir », insiste sur la nécessité de « s'ouvrir aux vents du monde entier pour préserver le mieux l'avenir de sa culture, de ses libertés, de sa démocratie et de la paix entre les hommes »⁴. Pour lutter contre « l'uniformisation, l'appauvrissement de la pensée et donc des libertés », défendons, comme le suggère Richard Miller⁵, chaque langue non pas « contre mais pour les autres » par la création culturelle et la créativité, « les meilleurs incitants pour une défense des langues et donc pour une défense de la démocratie contre une vision uniformisée et appauvrie de la réalité mondiale ». Priorité au droit linguistique dans notre enseignement! *Dialogue, dialoog, dialogue, diálogo, Dialog...* le multilinguisme n'est pas une utopie.

Nicole Gesché

Professeur à la Ville de Bruxelles et assistante chargée d'exercices à l'ULB

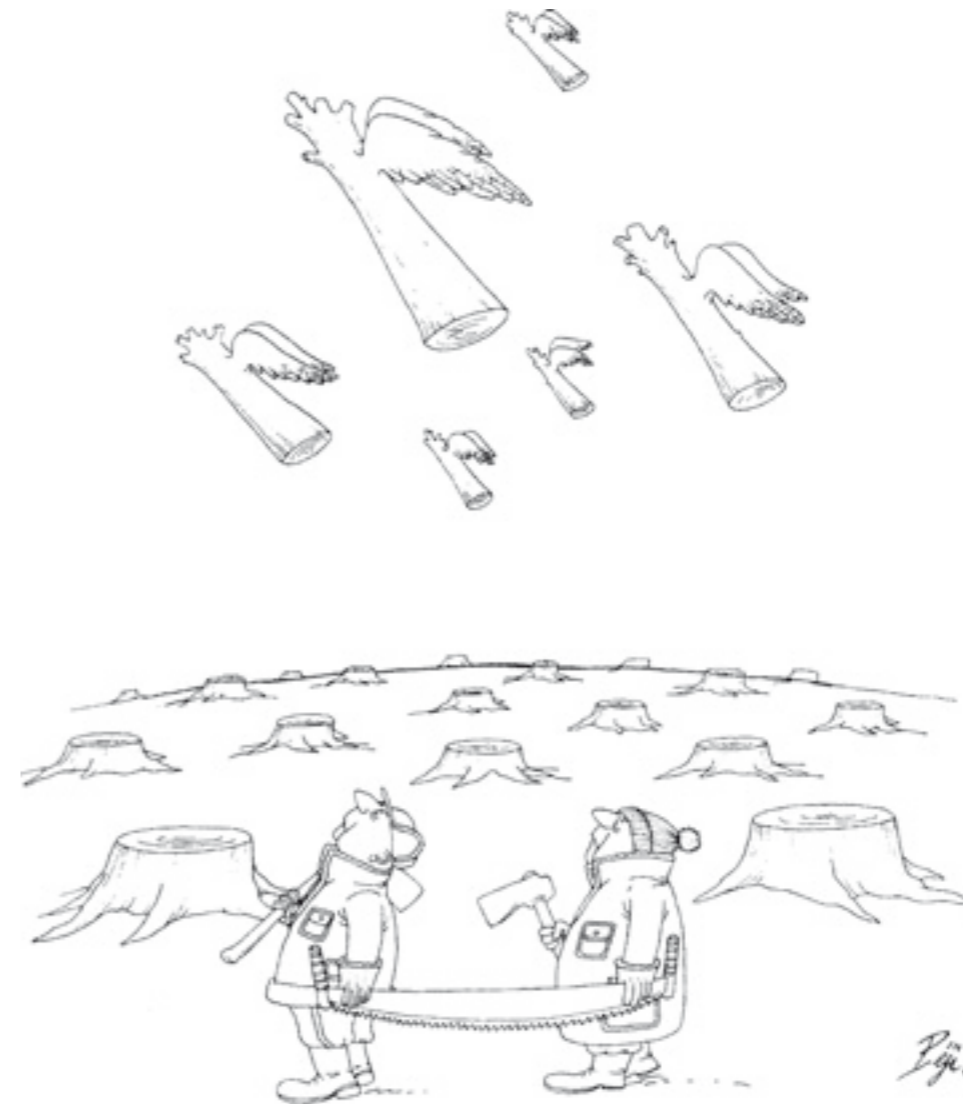
¹ Voir le *Cadre européen commun de référence pour les langues: Apprendre, Enseigner, Évaluer* (CECRL) et la définition des niveaux de maîtrise d'une langue étrangère.

² Le sociologue Éric Corijn relève ainsi le français des Africains du nord, celui des Flamands francisés et/ou francophiles, parfois teinté de 'brusseleir', auquel vient s'ajouter celui de nombreux autres immigrés.

³ Charles-Xavier Durand, *La manipulation mentale par la destruction des langues*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, 2002, tome II de *La nouvelle guerre contre l'intelligence*.

⁴ Entretien entre Amin Maalouf et Egi Volterrani, *Autobiographie à deux voix*.

⁵ Discours de clôture d'un colloque sur la francophonie.



L'accès à la culture, un besoin vital, un droit fondamental

Depuis sa création, l'Union européenne s'est faite le garant de son héritage patrimonial et démocratique. En permettant à chaque citoyen de développer un sentiment d'identité et à tous les citoyens d'améliorer leur compréhension mutuelle, elle assure la pérennité d'une démocratie européenne vivante.

Pour intégrer de plain-pied la société et participer activement à la vie politique, l'accès à la culture est fondamental. C'est un besoin vital et un droit inaliénable. Aussi, est-ce un devoir imprescriptible pour les pays de l'Union européenne de permettre à chacun de se constituer, d'une part, une identité politique, sociale et culturelle propre et, d'autre part, une position stable et reconnue dans la société.

L'ensemble des contributions et réflexions réunies dans cet opus, dédié au défi démocratique que représente l'inscription de la culture au cœur de l'enseignement, en témoigne. Nous le savons bien : l'éducation joue un rôle fondamental dans la transmission et le partage de la culture. Nombre de programmes européens y contribuent. Erasmus en est un exemple fameux. Connue de tous, il n'est pourtant qu'une des multiples facettes des politiques européennes consa-

crées à la formation de chacun. Une éducation de qualité, offerte à tous, de manière efficace, depuis la prime enfance jusqu'à l'université, tout au long de la vie, est l'une des ambitions les plus remarquables de l'Union.

Ce serait toutefois un leurre de penser que l'éducation, à elle seule, peut assurer la transmission de la culture. Les acteurs de la culture jouent eux-mêmes un rôle majeur dans cette diffusion. Afin de mobiliser l'ensemble du secteur culturel européen, l'Agenda pour la Culture mis en œuvre par la Commission depuis plus d'un an met l'accent sur le nécessaire engagement de tous et à tout moment en faveur d'une culture partagée.

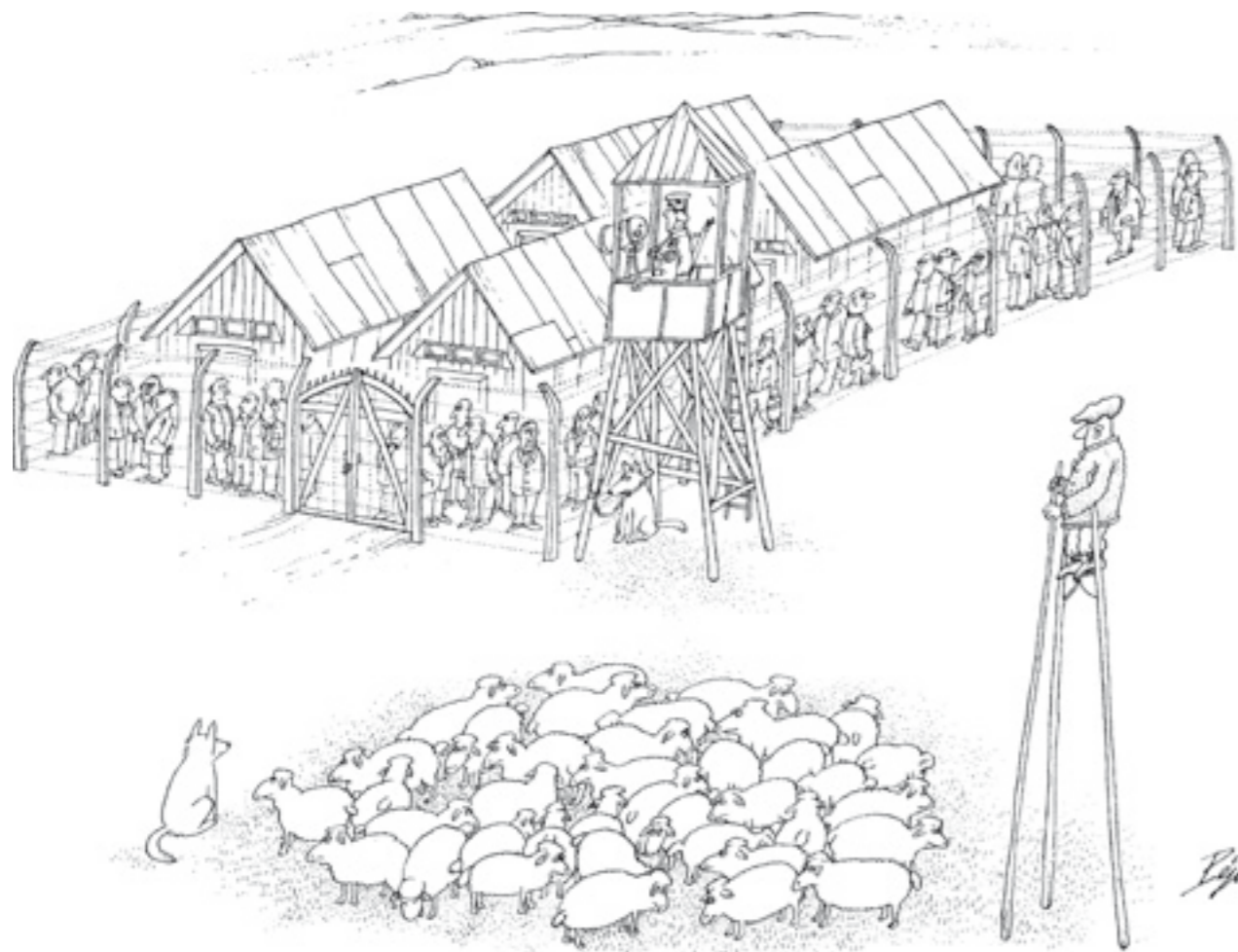
C'est une certitude. L'ouverture de l'accès à la culture, la circulation des savoirs et des héritages, la reconnaissance et le partage des identités sont d'une portée majeure aujourd'hui. Déjà, comme le souligne Claude Lévi-Strauss, on ne peut penser à la culture sans penser l'échange. Et, dans le monde contemporain, l'échange revêt une dimension multiculturelle et suit un rythme accéléré. Ensuite, nous vivons dans des sociétés où l'accès à la culture n'est hélas pas le même pour chacun. Les inégalités sociales et,

bien avant elles, les inégalités culturelles demeurent prégnantes dans l'Union européenne.

En choisissant de faire de 2008 l'Année européenne du Dialogue Interculturel, la Commission européenne a mis l'accent – et continue de reconnaître aux travers de multiples actions – sur les enjeux soulevés par la complexité et la densité culturelles croissantes de nos sociétés. Avec une année 2009 consacrée à la Créativité et à l'Innovation, les institutions européennes mettront tout en œuvre pour attirer l'attention des citoyens sur la richesse d'innovation et de créativité issue de la confrontation des idées, des identités et des cultures ; richesse indispensable dans les moments critiques que traversent nos économies aujourd'hui. C'est sur l'accès de chacun et à sa propre culture et à la culture de l'autre que l'avenir de l'Europe se bâtit, non dans un repli identitaire frileux, mais dans la dynamique créative d'une société toujours en devenir.

Odile Quintin

Directrice générale de la DG « Enseignement et Culture » de la Commission européenne



Mouiller le maillot

Tout part d'un constat personnel : on ne peut aimer et apprécier que ce que l'on connaît et, pour connaître, il faut être au moins mis « en présence de ».

La Province de Luxembourg, merveilleuse terre de vacances pour les uns, désert culturel pour les autres (pendant longtemps), a souvent été réduite à ces deux clichés, dans l'image du grand public. Et les clichés ont la vie dure. Le travail culturel des acteurs de terrain consiste aussi à donner une image autre de cette province. C'est relativement pénible mais exaltant de devoir faire ce travail « en plus ».

Et l'art contemporain dans tout cela ?

À Bastogne en 1996, avec l'aide de la Commune de Bastogne et du Centre culturel naissant, j'ai pu montrer dans un lieu historique, la Porte de Trèves, une tour de guet du 14^e siècle, des artistes « contemporains » ! Et, une première dans la Province de Luxembourg, les œuvres d'une artiste vidéaste (Hélène Mugot en 1997). Ensuite, après m'être fait gentiment poussé dans le dos vers la sortie par les gestionnaires du lieu pour cause d'inadéquation entre ce « si beau monument » et ce qui y était montré (une installation de Jean-Georges Massart), j'ai eu l'opportunité de pouvoir investir un lieu dont l'affectation avait changé entre sa conception et son achèvement. Ainsi est née l'Orangerie, un espace d'art contemporain dans le Parc Elisabeth à Bastogne. Depuis 2000, plus de 60 expositions ont pu y être montées.

Ce récapitulatif succinct montre le chemin parcouru. Il ne dit pas la persévérance qu'il a fallu déployer pour être à un moment crédible dans les actions menées. Les motivations principales qui ont sous-tendu ce travail à la Porte de Trèves, puis dans l'Orangerie ont été et sont toujours :

- que les arts plastiques contemporains sont une partie importante des activités culturelles dans notre société. Trop souvent cantonnés aux cercles d'initiés avertis, même hyper-médiatisés lors de ventes et des foires d'art par exemple, ils perdent petit à petit leur pouvoir d'agitateurs de conscience, supplantés en cela par les médias audiovisuels dont l'impact émotionnel est plus direct.
- que les arts plastiques contemporains, quand des gestes de médiation sont posés,

peuvent apporter aux gens du plaisir et du bonheur.

- que l'esprit de curiosité doit, dans notre société envahie d'images et d'informations, demeurer la qualité principale, celle qui nous permet « d'être au monde ».
- que l'ouverture aux recherches et productions contemporaines, qu'elles soient plastiques ou autres, par leur diversité et leur richesse, est un outil formidable qui ouvre à la tolérance et, par là, œuvre au renforcement de la démocratie.

La confrontation de ces imaginaires avec le mien me donne la possibilité de connaître d'autres manières de penser le monde dans lequel je vis et m'ouvre au pluralisme des idées.

- chacun doit avoir la possibilité de trouver un chemin / son chemin dans l'ensemble des propositions culturelles dans sa ville ou sa région.
- les choses existent parce que, à un moment, quelques-uns le décident et « mouillent le maillot ».

Reste l'ambiguïté des choix de toute programmation et l'attente du plus grand nombre. Elle montre les limites que ces actions pourraient avoir. En effet, pourquoi vouloir imposer aux gens une vision artistique qui ne répond pas

nécessairement à leurs attentes ? L'intérêt de la majorité des « amateurs d'art » de la Province de Luxembourg et de la Ville de Bastogne plus particulièrement se porte d'abord sur un travail artistique plus consensuel et plus traditionnel dans sa formulation, donc plus proche de celui des décideurs politiques, relais obligatoires pour obtenir les moyens de mener les actions.

Avec persévérance et obstination, la programmation de l'Orangerie s'est imposée. Elle repose sur la diversification des approches et des genres : montrer prioritairement des « œuvres » d'artistes de la Communauté française mais également des autres communautés de notre pays ainsi que des régions limitrophes avec lesquelles nous avons noué des partenariats. Mais rien n'est acquis et c'est un combat de devoir, à chaque fois, justifier ces choix.

Le chemin pour le droit à l'épanouissement culturel est ardu dans une société traversée par la crise économique ; c'est notre fierté d'œuvrer à en faire un droit effectif.

Willy Dory

Bénévole, responsable des expositions à l'Orangerie, à Bastogne



Questions aux partis politiques

À l'approche des élections, Culture et Démocratie a demandé aux quatre présidents des principaux partis démocratiques francophones de définir leur position en matière culturelle, à travers deux questions

précises: «*Quelles sont, d'après vous, les "clés" qui permettraient aux jeunes un meilleur accès à l'art et à la culture?*» et «*La culture pour tous, une utopie?*» La consigne était de répondre, au choix, à une des questions ou aux deux...

pour le PS

Quelles sont, d'après vous, les «clés» qui permettraient aux jeunes un meilleur accès à l'art et à la culture?

Tout le monde n'a pas eu la chance de baigner dès l'enfance dans un milieu culturel.

À mes yeux, une des clés pour prendre goût à la culture et à ses formes d'expression variées est d'exercer soi-même une activité artistique, de stimuler sa créativité et ses capacités à inventer. Il est donc fondamental d'encourager et de développer les pratiques en amateur, que ce soit par le biais des centres d'expression et de créativité, les associations, les académies, etc.,...

L'école peut clairement aussi être un vecteur de la première expérience culturelle. Nous souhaitons inscrire la culture dans le parcours éducatif de chaque enfant et multiplier les collaborations entre le monde culturel et le monde de l'éducation.

Une des clés réside aussi dans le soutien à une offre culturelle adaptée au public jeune, notamment par un soutien aux formes d'expression émergentes ou neuves, multidisciplinaires, en mettant à disposition de nouveaux lieux de création, de diffusion et des résidences d'artistes.

Mais les barrières financières restent importantes. Malgré l'investissement public important consenti dans le domaine de la culture, et qui garantit des prix raisonnables pour toute une série de manifestations culturelles, tout le

monde ne possède pas les moyens financiers pour assister à des concerts, des spectacles ou des expositions. C'est aussi vrai pour les jeunes. La Communauté française accomplit un travail considérable pour réduire les inégalités sociales. Au-delà des mesures de gratuité instaurées sous cette législature pour les jeunes dans certains musées et que nous souhaitons généraliser, une politique tarifaire adaptée pour les usagers aux revenus faibles et les familles, impliquant les opérateurs culturels, devrait voir le jour.

La culture pour tous, une utopie?

Dans une démocratie avancée, qui vise à la fois à gommer les inégalités sociales et à élever chaque individu vers l'excellence, la culture pour tous est un objectif fondamental. Au PS, nous nous battons bien sûr pour que chacun puisse se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer et bénéficier d'un grand confort de vie. Mais nous pensons que l'accomplissement d'un être humain passe par une dimension immatérielle, c'est-à-dire culturelle. C'est ce bagage qui permet d'accéder à l'autonomie, d'effectuer des choix de vie heureux, d'entretenir des relations harmonieuses avec autrui, de répondre aux questions existentielles comme l'amour, la mort, l'engagement... L'univers de la consommation n'offre pas ces réponses. Sa logique ne mène pas à l'émancipation et trop souvent, elle enferme les personnes dans un cycle infernal de frustrations

pour Ecolo

La culture pour tous, une utopie?

La culture est faite au quotidien de personnes, de langues, d'histoires, d'œuvres et de techniques produisant une multitude de signes matériels et immatériels. Elle est vivante et évolue en fonction de la créativité des individus et des collectivités, des transformations profondes de la société, des croisements, rencontres, migrations... Cette vision large de la culture tend à nous faire penser qu'elle n'est pas une utopie.

Les citoyens, quel que soit leur âge, ne sont cependant pas tous égaux devant la culture. Les raisons d'accessibilité sociale, générationnelle, financière, géographique impliquent que nous n'avons pas tous la même chance de connaître, contribuer ou participer à cette culture.

À ces inégalités s'ajoutent des règles mondiales, celles du marché et du capitalisme qui, de plus en plus, menacent la diversité: entraves à la liberté d'expression, concentration aux mains de multinationales, privatisation de patrimoines, soumission des pouvoirs publics aux pressions économiques... Ce sont autant de réalités qui tendent à une uniformisation des cul-

tures. Les défenseurs de la diversité, citoyens comme personnages politiques, se doivent d'agir face à cette tendance d'appauvrissement culturel.

Travailler sans cesse à ce que chaque personne ait les meilleures chances de participer à la culture est pour Ecolo une dimension essentielle de la solidarité.

Il s'agit d'encourager et de soutenir l'accès aux œuvres (spectacles, musées, livres, disques...), et les opportunités de créations et d'expressions. La pratique des langages culturels tels que développés dans le cadre d'une multitude d'associations non marchandes (éducation permanente, jeunesse, seniors, amateurs...), sont autant de vecteurs fondamentaux pour Ecolo.

Les possibilités d'expression et de participation ouvertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (télévision, radio, presse électronique, internet, téléphonie, ...) sont d'autres voies formidables d'émancipation sociale et de liberté d'expression. Œuvrer à ce que le plus grand nombre puisse maîtriser le langage de ces techniques et

et de compulsions. Voilà pourquoi le combat que nous menons sur le plan social sera toujours indissociable du combat pour la culture. Une culture pour tous, présente dans tous les milieux sociaux et qui accompagne le citoyen tout au long de sa vie. Cet objectif ne relève pas de l'utopie mais d'un programme politique à mettre en œuvre avec force, en mobilisant tous les progressistes et en travaillant dans le réel pour faire avancer les choses. Cet idéal, les socialistes le poursuivent avec succès depuis plus de 120 ans.

Elio Di Rupo

Président du PS

Quelles sont, d'après vous, les «clés» qui permettraient aux jeunes un meilleur accès à l'art et à la culture?

La culture, source de réflexion, de remise en question et d'épanouissement personnel, détient une place fondamentale dans la construction et le développement de notre jeunesse. Dès le plus jeune âge, la culture permet une ouverture au monde, aux autres, à la nouveauté. Elle joue tant un rôle émancipateur, créatif, éducatif et récréatif qu'une fonction à la fois intellectuelle et intuitive, citoyenne et sociale, artistique et esthétique.

Afin de permettre aux jeunes d'avoir une approche quotidienne de la culture, nous avons souhaité orienter nos priorités vers l'école, lieu de vie et d'apprentissage des jeunes par excellence. L'objectif est de s'engager dans une démarche concrète et éducative car, au-delà de l'accès, il est fondamental de donner les clés de lecture et de compréhension du monde artistique afin que chacun puisse en avoir une approche la plus large et complète possible. Pour ce faire, la culture doit être un élément incontournable du projet pédagogique de notre enseignement.

Sous cette législature, différents pas ont été franchis tels que l'adoption du décret «culture-école» permettant une plus grande synergie entre les mondes de l'éducation et de la culture, la gratuité d'accès aux musées aux groupes scolaires depuis 2006, la sensibilisation des jeunes à

Quelles clés pour améliorer l'accès des jeunes à l'art et à la culture?

Pour le réformateur que je suis, l'enseignement constitue le levier principal permettant à chaque jeune de bénéficier du meilleur accès à l'art et à la culture. Je garde la conviction que l'homme est capable du meilleur. Le rôle des pouvoirs publics n'est pas de lui apprendre ce qu'il doit penser ou aimer mais à pouvoir penser et aimer par lui-même. Nous devons donc faire en sorte que les jeunes aient accès aux meilleures ressources. Un enseignement de qualité œuvre substantiellement à la réduction des inégalités sociales et culturelles. C'est le combat libéral de toujours. Il s'agit également de renforcer les liens entre la culture et l'enseignement de manière adaptée aux divers niveaux de l'enseignement. Une telle démarche doit mêler un apprentissage théorique et une démarche citoyenne (aller au musée, aller au théâtre, lire un livre, écouter de la musique participe d'un mouvement vers la société, vers les autres cultures). Par ailleurs, il revient aux pouvoirs publics d'agir positivement au travers d'outils

pour le Cdh

la lecture via, par exemple, des partenariats avec les bibliothèques ou des actions entreprises directement dans les écoles comme «Écrivains en classe», «Théâtre à l'école», «Chanson à l'école» ou bien encore le «programme d'initiation du public scolaire au théâtre et à la danse» – actuellement en cours à Bruxelles et qui rencontre un vif succès.

Mais bien évidemment ces mesures ne sont qu'un début! Il est essentiel de poursuivre le travail qui a déjà été accompli et de prendre des mesures complémentaires. Nous devons continuer à soutenir et à susciter la curiosité des jeunes à l'art et la culture. Concrètement, je pense notamment à l'incitation à la distribution de billets de théâtre non réservés avant la représentation à un euro pour les jeunes, la promotion de chèques cultures, le renforcement des sorties culturelles à partir de l'école, faciliter l'accès aux bibliothèques, inciter les écoles à accueillir dans leurs locaux des expositions itinérantes ou encore développer l'organisation d'un tiers temps pédagogique permettant d'organiser avec les conservatoires et artistes des activités culturelles et cours d'art ou de musique au sein des établissements scolaires chaque année de la maternelle au secondaire.

Mais les jeunes ne sont pas simplement des consommateurs d'art et de culture. Il est essentiel de leur donner les outils qui leur permettent d'être des acteurs à part entière de notre monde

pour le MR

complémentaires à l'enseignement. Je pense notamment aux bibliothèques publiques et aux médiathèques qui concernent déjà un important public et auxquelles il est urgent de donner les moyens d'assumer leur rôle de manière adaptée au nouvel environnement technologique. Elles constituent assurément par excellence des lieux d'accessibilité aux contenus culturels et de socialisation. Je crois également à la nécessité de renforcer les facilités tarifaires à l'égard des jeunes et de promouvoir des synergies structurelles entre les pouvoirs publics en charge de la culture et la jeunesse.

La culture pour tous, une utopie?

Loin d'être une chimère, «la culture pour tous» reste un leitmotiv et constitue à mon sens un objectif atteignable. Et en ces temps d'instabilité économique, la politique culturelle doit rester une priorité. Elle ne peut en effet être considérée comme un luxe, sous prétexte que ses effets ne sont visibles qu'à long terme, mais bien comme un élément fondamental du projet social parta-

culturel et de développer leurs passions et leurs talents. Il nous faut créer des conditions favorables à la création artistique qu'elle soit musicale, théâtrale, cinématographique ou autre et soutenir l'émergence et l'insertion professionnelle des jeunes artistes en continuant à développer des projets dans ce sens. Il convient également de travailler à un statut d'artiste avec des conditions claires et cohérentes qui les mette à l'abri d'une insécurité sociale.

En tant que politique, la priorité que je n'ai cessé de défendre, est celle d'une politique culturelle plus accessible, visible, diversifiée et coordonnée. La culture doit jongler autant avec le concept de démocratisation culturelle permettant un accès renforcé de tous aux activités artistiques qu'avec le concept de démocratie culturelle valorisant la créativité et la diversité culturelle de chacun.

Valorisons et soutenons nos jeunes talents en donnant parallèlement à chacun la possibilité d'avoir accès à la culture, favorisons l'aide à l'émergence d'une culture métissée qui soit le reflet de notre société actuelle et faisons preuve de créativité et d'innovation pour une culture ouverte sur le monde et génératrice des talents de demain!

Joëlle Milquet

Présidente du Cdh

gé par une Communauté. Il revient aux pouvoirs publics d'agir avec éthique et ambition. Il nous revient d'offrir au plus grand nombre un accès à la connaissance et à l'excellence tout en permettant aux créateurs, techniciens, institutions culturelles d'œuvrer dans les meilleures conditions. Cela ne demande pas de discours incantatoires mais des outils concrets. Les axes proposés par le libéral que je suis en cette matière sont connus: une meilleure gestion et un renforcement du soutien public, de nouveaux moyens financiers grâce à des outils économiques, l'adaptation de nos structures à l'environnement numérique, un enseignement de qualité, des outils fiscaux. Ce que nous avons pu réussir hier avec le *Tax Shelter* qui a permis de dynamiser la production culturelle et donc de démocratiser les moyens de production, nous devons le faire, demain, pour les autres disciplines artistiques.

Didier Reynders

Président du MR

Educatteam

En 2008, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique ont reçu le Prix des Musées, une initiative de la revue Openbaar Kunstbezoek in Vlaanderen et du cabinet d'avocats Linklaters, grâce, entre autres, au travail de leur service éducatif.

De nos jours, le rôle socioculturel et éducatif des musées s'avère fondamental. Dans ce cadre, le service éducatif des Musées a considérablement étendu ses activités en fonction de publics cible. Il souhaite rendre accessible à toutes et à tous les collections des Musées et adapter ses activités aux besoins de chaque public, qu'il vienne en groupe ou individuellement. Son ambition est de définir le musée non seulement comme lieu culturel de participation, mais aussi comme lieu de rencontre, de changement social et de création.

Dans ce contexte le service développe, depuis une dizaine d'années, des projets destinés aux personnes aveugles et malvoyantes, sourdes et malentendantes, patients psychiatriques et personnes à mobilité réduite, les personnes fragilisées, les primo-arrivants, les sans-abri...

Le programme *Equinoxe* adapte des visites guidées pour les visiteurs aveugles et malvoyants suivant une méthodologie développée en colla-

boration avec la Ligue Braille basée sur la notion de partenariat esthétique. Cette approche propose un dialogue à quatre entre le visiteur, son accompagnateur, le guide et l'œuvre, tandis que les supports analogiques (dessins en relief ou tactiles, extraits musicaux choisis, bandes-son diverses, œuvres poétiques ou littéraires,...) viennent soutenir les échanges entre les participants. Un vade-mecum à l'attention des services éducatifs d'autres institutions culturelles a été publié afin de partager cette expérience.

Le programme *Langue des signes* a intégré des guides conférenciers sourds dans l'équipe et permis aux guides entendants de s'initier à la langue des signes pour accueillir le public au sein des Musées. En ce qui concerne le domaine de la santé mentale, les handicapés physiques et mentaux provenant notamment d'institutions psychiatriques, d'hôpitaux, de communautés thérapeutiques, etc. sont accueillis par le programme *Comète*. À partir de la démarche créative de l'artiste, ce programme souhaite entraîner la personne fragilisée à s'ouvrir à ses propres forces expressives et lui permettre de se réinsérer via les arts plastiques.

Le programme *Sésame* est destiné à tous ceux qui, pour des raisons sociales, économiques ou culturelles sont frappés par l'exclusion. L'objectif est de favoriser leur intégration – sociale et culturelle – et de développer ainsi leur autonomie. Sésame travaille sur le terrain, dans le Musée et au dehors, en relais avec les associations sociales et socioculturelles.

Ces programmes récemment regroupés sous la dénomination commune *Musée sur Mesure* ont un impact positif sur les participants.

Educatteam s'applique donc à susciter une participation culturelle accrue et durable auprès de groupes minoritaires au sein même des Musées royaux des Beaux-Arts, à exercer un rôle prédominant dans ce domaine, à échanger et partager ses expériences et connaissances avec d'autres institutions. La fusion des Services éducatifs francophone et néerlandophone opérée en juin 2007 illustre mieux encore ce choix d'une approche intégrale des Musées. C'est ce rôle de pionnier que le jury du Prix des Musées a voulu récompenser.

Isabelle Vanhoonacker

Responsable du service éducatif des
Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique



Culture et Démocratie Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice et relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle.

Fondateur Bernard Foccrroule

Président Roland de Bodt

Vice-présidents Sabine de Ville et Gorges Vercheval

Coordinatrice Marie Poncin

Coordinatrice intérimaire Brigitte Schoorman

Collaborateur Baptiste De Reymaeker

Stagiaire Haichel Pal

Adresse rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles

tél 02 502 12 15, fax 02 512 69 11

cultureetdemocratie@scarlet.be

Site web: www.cultureetdemocratie.be/fr

Devenez Membre! Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous. Les membres reçoivent le journal, la Lettre électronique mensuelle, et sont invités aux différentes activités.

Les montants des cotisations annuelles, à verser au compte Fortis 001-3185141-28, s'élevaient à:

> cotisation individuelle > 15 EUR

> affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières,

jusqu'à 125.000 EUR > 25 EUR

jusqu'à 250.000 EUR > 125 EUR

jusqu'à 1.250.000 EUR > 250 EUR

jusqu'à 5.000.000 EUR > 500 EUR

au-delà de 5.000.000 EUR > 1.250 EUR

Ont collaboré à ce numéro Laurent Busine, Xavier Canonne, Édouard Delruelle, Marcel De Munynck, Baptiste De Reymaeker, Michel De Reymaeker, Elio Di Rupo, Willy Dory, Isabelle Durant, Nicole Gesché, Pierre Hemptinne, Jean-Michel Javaux, Michel Luntumbue, Joëlle Milquet, Haichel Pal, Péji, Lino Polegato, Marie Poncin, Odile Quintin, Didier Reynders, Brigitte Schoorman, Isabelle Vanhoonacker, Pascal Verbeken, Georges Vercheval, Isabelle Verhaegen.

Mise en page christian.vanhoeter@skynet.be

Impression Imprimerie Jan Verhoeven

Éditeur responsable Marie Poncin, rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles

Avec le soutien du Service Éducation permanente – Direction générale de la Culture – Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, de Cera, de la Fondation Roi Baudouin et de la Loterie Nationale



CULTURE
ÉDUCATION PERMANENTE

Côté «images»: Péji

Certains lecteurs se souviendront de ce que nous avions présenté ce politiquement incorrect dans le Journal d'octobre 2004. Mais c'est loin déjà et comme il ne s'est pas calmé...

Fou de dessin, Péji est d'abord et surtout révolté par l'état du monde et par les horribles qui en sont responsables: les financiers affameurs, militaires bornés, dictateurs affirmés ou faisant fonction. Sa colère (noire) (ou en couleurs) s'exprime à la plume, à la gouache ou à l'aquarelle mais toujours avec humour. À froid et sans légende: chaque dessin est une histoire à lui seul. Péji, à première vue, c'est drôle, c'est léger. C'est glaçant si l'on s'y attarde. Corrosif. Explosif. Désespéré.

Si Péji (Jean Peetermans) déteste les affreux (c'est entendu), il n'est pas vraiment méchant. C'est un rêveur, un tendre. Cet ancien éducateur d'École Normale était, on le comprend, unanimement apprécié tant par les élèves que par les professeurs. Ex-collaborateur de la presse belge (La Libre Belgique, Le Soir, Télé-Moustique, De Standaard), Péji est aujourd'hui davantage apprécié à l'étranger (en Suisse, au Japon, aux USA, c/Playboy!). Curieux... Mais il préfère désormais se manifester avec enthousiasme dans des expositions où il présente jusqu'à 200 dessins!

Georges Vercheval

N.B: rappelons le principe du côté «images»: donner la parole à un auteur invité dont l'expression n'est pas liée aux textes juxtaposés.

